

Bulletin d'histoire politique

Nation, révolution et indépendance

Considérations générales sur l'évolution de la sociologie critique au Canada français et au Canada anglais

Jean-Philippe Warren



Volume 12, numéro 3, printemps 2004

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060723ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060723ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Warren, J.-P. (2004). Nation, révolution et indépendance : considérations générales sur l'évolution de la sociologie critique au Canada français et au Canada anglais. *Bulletin d'histoire politique*, 12(3), 118-132.
<https://doi.org/10.7202/1060723ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2004

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Nation, révolution et indépendance :

Considérations générales sur l'évolution de la sociologie critique au Canada français et au Canada anglais¹

JEAN-PHILIPPE WARREN

*Département de sociologie et d'anthropologie
Université Concordia*

Le parcours d'une collectivité, aussi excentrée et marginale soit-elle, n'est jamais si original qu'on le prétend ordinairement, surtout en ce XX^e siècle où les modes, les idéologies et les bouleversements sociaux ne connaissent plus de frontières étanches. C'est pourquoi la célébration de l'évolution du Québec depuis la Révolution tranquille laisse, dans certains manuels d'histoire, une fausse impression de parfaite singularité, comme si cette évolution n'avait pas suivi, à travers replis et louvoiements, un chemin emprunté par d'autres sociétés aux prises avec des questionnements et des défis semblables. Ainsi en est-il du marxisme québécois francophone. Souvent mis en perspective du marxisme français, dont il reprend les modes et reflète les préoccupations, le marxisme québécois (francophone, sous-entendu) ne constitue pas au Canada un produit parfaitement original, tout à fait coupé des discussions et débats qui agitaient, dans la décennie 1970, le milieu intellectuel canadien-anglais. Au contraire, en dépit d'une indifférence aux travaux des uns et des autres que résume bien le cliché des deux solitudes, les marxistes canadiens-anglais et canadiens-français, par suite de l'adoption d'une même perspective critique mais aussi en vertu de bouleversements historiques similaires, ont posé, dans les années 1970, les jalons de réflexions qui se suivent pour ainsi dire terme à terme. Ce sont les jalons de ces réflexions critiques qui seront brièvement exposés dans cet article.

Il importe de préciser, avant d'ouvrir cet essai, que le socialisme dont il sera ici question, québécois francophone ou canadien-anglais, a connu un large éventail d'interprétations, allant d'une analyse critique et humaniste de

l'aliénation à une gauche trotskiste et maoïste radicale. Il est évident, pour peu que l'on consulte les revues socialistes et gauchistes canadiennes des années 1960 et 1970, que la sociologie du Québec francophone a été plus influencée par le courant scientifique et structuraliste du marxisme (via, entre autres, les publications de Louis Althusser) que ne l'a jamais été la sociologie canadienne-anglaise. Mais si une telle différence explique le sympathique accueil réservé aux travaux de Marcel Rioux (en contrepartie, l'autre sociologue québécois largement cité étant Guy Rocher, gradué de Harvard et disciple de Talcott Parsons) et si cela nous permet de mieux comprendre le manque d'intérêt des sociologues marxistes québécois pour ce qui se faisait au même moment au Canada anglais, quelques exceptions mises à part, il ne faudrait pas oublier que la majorité des sociologues québécois n'ont jamais complètement abandonné une perspective humaniste, comme on peut s'en rendre compte par leur réhabilitation de l'idéologie ou de l'aliénation. Jamais « radicalement radicale » (et donc « unilatéralement univoque »), par souci, avant tout, de conserver une place au thème de la nation, la sociologie québécoise de la décennie 1970 ne s'est pas tant éloignée de la sociologie canadienne-anglaise qu'un certain préjugé le laisse croire lorsqu'il est avancé que la sociologie québécoise fut la seule à avoir su prendre part alors aux grands débats d'idées qui agitaient la société. Que l'une ait davantage tendu vers une analyse des classes et l'autre vers une analyse des élites ne rend pas la première, ni plus marxiste, ni plus prolétarienne, ni plus révolutionnaire, ni l'autre, en contrepartie, plus bourgeoise et réactionnaire.

Il n'en reste pas moins que, dans la mesure où la théorie de la dépendance a été le courant dans lequel se sont situés la majorité des sociologues de gauche canadiens-anglais, on doit préférer le terme critique (dans le sens d'une inspiration marxisante) au terme marxiste pour les désigner. Il est vrai que, tout comme la sociologie québécoise francophone des Marcel Rioux et Fernand Dumont, la sociologie canadienne-anglaise est passée d'un « nationalisme de gauche » dans les années 1960 à un marxisme plus « orthodoxe » (lire ici : dégagé de sa filiation humaniste) dans les années 1970. Mais cette transition a eu lieu un peu plus tard qu'au Québec (ce qui explique aussi qu'elle s'est étirée moins longtemps : au Canada anglais, peu de sociologues auraient pu, en 1982, contresigner les paroles de Jacques Dofny, lorsque celui-ci annonçait la faillite de la social-démocratie et s'imaginait que l'heure était venue d'instaurer un vrai socialisme), à un moment où le courant marxiste était la cible de critiques fines et nombreuses, et pratiques et théoriques², avec pour résultat que ce courant n'a pu produire des œuvres majeures.

Dans les années 1970, la plupart des socialistes québécois envisageaient la révolution socialiste dans l'horizon de la libération nationale. Il serait fastidieux de rappeler toutes les déclarations de ceux pour qui, depuis la définition du Canada français comme ethnie prolétaire par Marcel Rioux et Jacques Dofny, le rêve de la terre promise se mêlait à l'utopie de la fin de l'histoire. L'idéologie tiers-mondiste de *Parti Pris* (et déjà avant, de *Révolution québécoise*) aura réussi à être une sorte de marcusianisme avant la lettre, avant que cette rhétorique d'inspiration socialiste et populiste ne cède, grâce aux travaux, entre autres, de Gilles Bourque et de Nicole Laurin, à une théorie plus articulée du marxisme. Que ce soit dans les pages de *Socialisme 64* ou de *Chroniques*, toutefois, les thèmes développés dans le cadre du nationalisme révolutionnaire étaient intégrés dans le combat anti-impérialiste, comme si la décolonisation était aussi une désaliénation et la lutte contre l'impérialisme forcément une lutte contre le capitalisme. Les groupes marxistes-léninistes de tendance maoïste mis à part, eux pour qui la contradiction principale du système oppressif se situait au niveau de la dialectique des classes canadienne, peu d'intellectuels de gauche auraient refusé d'endosser les écrits de Gilles Bourque et d'Anne Légaré lorsque ceux-ci écrivaient que « la réalisation du socialisme est indissociable de la lutte pour l'égalité nationale ».

À force de s'appesantir sur le nationalisme québécois des années 1960 et 1970 et sur la montée du mouvement indépendantiste depuis la fondation du Rassemblement pour l'indépendance nationale jusqu'au soir du référendum de 1980, on oublie parfois de noter qu'un vent de changement semblable animait au même moment le Canada anglais, de l'adoption du drapeau à la feuille d'érable jusqu'à l'adoption de l'hymne national et au rapatriement de la Constitution. Le Canada passait, en ces années cruciales, selon le titre d'un essai célèbre d'Arthur Lower, du statut de colonie à celui de nation. Ce réveil national n'était pas fortuit, mais se situait sur le fil d'un *nation-building* amorcé depuis dès la Seconde Guerre mondiale, bien que sa tournure et ses formes aient été le résultat d'une dialectique complexe dont il aurait été impossible, des années à l'avance, de prédire la course, et dont il est encore difficile de supputer le terme. Dans ses grandes lignes toutefois, ce nationalisme canadien reflétait les préoccupations, les espoirs et les réflexes de tout nationalisme (l'idée d'État-nation mise à part, ce qui n'est pas rien, admettons-le), le nationalisme québécois y compris: insistance sur l'autonomie politique, recherche des valeurs soi-disant collectivement partagées, élection de symboles rassembleurs, lutte contre les envahissements de l'impérialisme, place centrale accordée au thème de la survivance, importance du récit historique, etc.

Si, au Québec, les sociologues de gauche ont immédiatement associé lutte pour l'établissement du socialisme et libération nationale, il en fut de même au Canada anglais, les sociologues anglophones n'hésitant pas à

recycler dans la rhétorique socialiste les thèmes de la décolonisation, thèmes qu'ils appliquaient allègrement à la situation canadienne. Mais c'est l'ensemble des sociologues canadiens de cette période, marxistes ou non, qui fut attiré, à un moment ou à un autre, dans le tourbillon du *nation-building* (comme ce fut le cas au Québec avec, à côté des Pierre Poulin et des Céline Saint-Pierre, les Guy Rocher, Jacques Grand-Maison et Fernand Dumont). Le problème de l'impérialisme n'était pas seulement une des facettes du capitalisme ou le moteur de la lutte des classes; c'était aussi, ou à tout le moins ce pouvait aussi être une dimension de l'intégration fonctionnelle à l'échelle internationale, ou l'expression d'une herméneutique collective. Qu'à cela ne tienne, il demeure que les sociologues marxistes ou critiques canadiens ont été parmi les premiers, grâce à leurs travaux sur la circulation du capital mondial, à mettre en lumière la crise nationale avec laquelle était aux prises leur société.

Avant d'entrer dans le détail de ce débat, il est intéressant de noter comment le nationalisme des sociologues canadiens-anglais s'est traduit par une lutte pour la reconnaissance et contre l'envahissement supposé de l'université par des éléments étrangers — comme si le procès de québéçisation de l'espace intellectuel québécois devait trouver un écho dans le procès de nationalisation de l'espace intellectuel canadien. Dans les années 1960-1970, l'américanisation des universités canadiennes (suite à l'embauche d'un personnel né ou formé aux États-Unis, ainsi que par l'utilisation de travaux ou de méthodes élaborés au sud du 45^e parallèle) représentait une menace, n'hésitait-on pas à affirmer, à ni plus ni moins que l'achèvement d'une véritable maturité nationale. En contribuant à la pénétration de schèmes de pensée, de valeurs et de règles de la méthode états-unienne, cette américanisation non seulement minait le développement d'un « système éducatif véritablement canadien », mais, qui plus est, elle empêchait « the development of a Canadian national consciousness because of a self-reinforcing americanization process that slowly reduces the options available for the survival of a distinctive Canadian culture »³. La perpétuation d'une mentalité coloniale était à la fois la cause et le résultat de ce rapport de force : trop souvent, décriaient plusieurs sociologues, il fallait aller chercher ailleurs que chez soi les critères de l'excellence et trouver dans la soumission à quelque métropole l'assurance de la réussite. Pour combattre un tel état d'esprit, pour renverser un tel état des choses, il était suggéré de « discriminer », c'est-à-dire de trier les structures, les valeurs et le personnel universitaires. « We must modify our structures of socialization so that English-Canadians too [just as French-Canadians] can at least appreciate the Canadian legacy and acknowledge the values which have sustained this unique northern entity. A Canada which

wants to remain distinctive thus has no alternative to this cultural nationalism »⁴.

La science sociologique tendant, de par sa nature même, à refléter et reproduire les débats qu'elle a pour tâche première d'objectiver et de mettre à distance, les sociologues canadiens-anglais, pas plus que ceux du Québec, ne pouvaient échapper aux discussions portant sur l'importance d'appuyer et d'alimenter un certain nationalisme culturel. Plus qu'une simple réponse défensive à une domination culturelle, politique et économique, le nationalisme était pour certains d'entre eux le « premier pas » vers le développement d'une « sociologie canadienne pertinente ». « Many sociologists see a Canadian sociology as insufficient in itself. In their eyes, such a sociology must become relevant, even “liberating”, in some way as well »⁵.

Dans les années 1960-1970, cette libération allait prendre trois formes distinctes et pourtant liées. D'une part, contre la tendance à recruter des diplômés américains (en 1970, 40% des sociologues et anthropologues au Canada étaient citoyens canadiens, alors que 38% étaient des Américains), on allait revendiquer l'embauche d'un corps professoral canadien. Ensuite, contre le vacuum sociologique dans lequel se tenaient les discussions sur la situation et l'avenir de la société canadienne (les cours sur la société canadienne, quand ils existaient, ne pouvaient s'appuyer que sur une bien maigre documentation), on allait exiger des recherches empiriques poussées et une réelle attention aux caractéristiques propres des régions formant la fédération canadienne. Enfin, contre l'utilisation de paradigmes élaborés sous d'autres cieux et en fonction d'autres réalités, on allait chercher à créer une sociologie spécifiquement canadienne, c'est-à-dire une sociologie dont le foyer théorique et pratique serait le développement historique de la nation canadienne. Ainsi seulement aurait-on pu développer, disait-on, une connaissance du Canada qui, dans les mots de Jan J. Loubser, « would somehow forge a Canadian identity » et « a sense of nationhood », ou encore, dans les mots cette fois de Michael Gurstein, qui contribuerait « to the rise of anglophone Canada's self-consciousness and thus to the formation of an anglophone Canadian national community ». « The problem of a distinct English-Canadian sociology, résumait John F. Hofley, is precisely an expression of the problem of Canadian nationhood itself »⁶.

Les sociologues canadiens-anglais de cette tendance ont tôt fait de reconnaître ce qui les liait aux sociologues canadiens-français engagés dans un procès semblable — et ce, même si leur aveuglement sur leur propre nationalisme tendait à rendre malaisé leur reconnaissance des aspirations des militants québécois francophones. Pour plusieurs d'entre eux, le caractère distinct de la sociologie canadienne-française par rapport à la sociologie américaine, ainsi que la plus nette perception de la nature de leur société par

rapport cette fois à la sociologie canadienne-anglaise, avaient donné une avance aux sociologues québécois dans le développement d'une pratique et d'une science originales. En contrepartie, l'absence d'une sociologie canadienne un tant soit peu définie représentait « an ideological reflection of the arrested development of Canada's national sovereignty »⁷. La sociologie canadienne a alors cherché à prendre une tournure plus holistique (en opposition à la microsociologie pratiquée dans plusieurs universités américaines), plus critique (en opposition à un fonctionnalisme qui cédait trop souvent à une téléologie du progrès dont le terme était la société américaine) et plus historique (afin d'incarner les sciences sociales dans le terreau du développement concret de la société canadienne). Wallace Clement n'était pas le seul à noter en ces années que, contrairement à la plupart des sociologues américains, les sociologues canadiens insistaient sur l'étude des sociétés comme phénomène « national » et « total » — une remarque qui ne manque pas d'ironie, quand on se rappelle que c'était justement là l'accusation préférée que leur lançaient les sociologues québécois, trop heureux de trouver, sous une forme nouvelle, en face du « plein » de leur nationalisme, un supposé « vide » fédéral ! En effet, l'idée que la sociologie canadienne-anglaise n'avait pas d'objet et ne pouvait donc être une sociologie incarnée, pertinente et concrète, idée que le lecteur peut trouver sous la plume de Samuel D. Clark, les sociologues québécois n'allaient pas s'empêcher de la galvauder comme une autre preuve de la supposée vacuité nationale, et donc existentielle, du Canada, tout autant que comme une autre preuve de la pauvreté théorique et épistémologique de la sociologie canadienne-anglaise, ramenée à un simple calque de ce qui se faisait à Harvard, Columbia et Chicago.

Le mouvement de canadianisation eut pour effet de produire une critique des corporations multinationales entée sur une volonté de mieux connaître les diverses facettes de la société canadienne. Dans la dénonciation de l'utilisation de théories américaines ou de l'embauche de praticiens des sciences sociales formés aux États-Unis, par exemple, se retrouvait souvent l'image d'une élite au service de l'establishment intellectuel américain. Les sociologues canadiens-anglais réalisaient que, « [...] just as many Quebecois felt that they had been colonized, so too were we English Canada vulnerable to American colonization »⁸. La thèse générale, c'était que le Canada avait cessé d'être une colonie de l'empire britannique pour devenir de plus en plus un simple appendice de la politique et de l'économie américaines. Une science sociologique qui ne prenait pas acte de cette situation de dépendance et reproduisait au Canada l'image d'Épinal que les métropoles projettent ordinairement sur leurs colonies, ne pouvait être que fautive en son principe et biaisée en son intention. C'est ainsi que, tout comme chez les marxistes québécois, le courant fonctionnaliste était rejeté, et cela pour deux raisons

semblables : il ne conduisait pas la réflexion à la nécessité d'une lutte prolétarienne, et il tendait à légitimer les rapports de domination institués entre colonie et métropole. Plus généralement, c'est la volonté d'établir une science des faits sociaux parfaitement objective et impartiale qui était démythifiée. La définition d'une pratique sociologique véritable passait, au Québec comme au Canada anglais, par la reconnaissance des particularités d'une société donnée, à savoir, la situation de l'économie québécoise ou canadienne-anglaise dans les réseaux de l'impérialisme et de l'exploitation capitaliste, pour emprunter ici les mots de Dorval Brunelle et Céline Saint-Pierre⁹.

C'est la situation de la société canadienne elle-même qui exigeait l'élaboration d'une sociologie adéquate, dans ce cas-ci critique et révolutionnaire. Dans les années 1960, les sociologues critiques québécois avaient voulu eux aussi faire la démonstration de la nécessité d'une adéquation entre praxis et théorie. Si les sciences sociales devaient être révolutionnaires, c'est que le Québec se situait de plain pied dans un mouvement historique révolutionnaire. Dans un des articles les plus clairs sur la question, Michael Gurstein suivait un raisonnement semblable quand il déclarait que l'université éprouvait le besoin de sciences sociales contextualisées, nationalisées en quelques sorte, et « *theoretically and technically appropriate to Canadian problems and aspirations* ». Or, pour cet auteur, une telle contextualisation n'allait pas sans la reconnaissance du caractère colonial de la situation canadienne¹⁰. C'est donc, à l'instar de maints sociologues québécois, dont le moindre n'est pas Marcel Rioux, en suivant le fil de la question sociale que s'est faite au Canada anglais la découverte de la question nationale.

La transformation des États-Unis de phare de la modernité (comme chez Carl A. Dawson ou John Porter) en bête noire de la sociologie critique canadienne-anglaise est survenue dans les années 1960. Plusieurs événements, en dehors de la main basse des chercheurs et professeurs américains sur les universités canadiennes, ont contribué à une telle crainte du puissant voisin : en politique extérieure la guerre du Vietnam, les premiers ratés de l'économie dans l'atmosphère autrement prospère et optimistes des Trente Glorieuses, les mouvements de décolonisation, etc. Il semble toutefois que, au niveau de la conscience collective, ce soit les inquiétudes liées à l'essor de l'empire technique, d'une part, et d'autre part, la *capitulation tranquille* de l'économie canadienne aux mains des corporations américaines qui aient joué un rôle crucial dans la vogue savourée en ces années par les théories critiques. En d'autres termes, les sociologues marxistes ou socialistes canadiens-anglais se nourrissaient tout à la fois d'un nationalisme économique et culturel. *Lament for a Nation* ne constitue pas pour rien un événement de la littérature canadienne. Mais si cet ouvrage, dénonciation abrupte du village global célébré au même moment par Marshall McLuhan, a attendu de

nombreuses années avant d'être traduit en français, c'est que les intellectuels du Québec francophone disposaient déjà, dans la prose de Marcel Rioux, d'une critique de l'empire économique et culturel des États-Unis, elle-même énoncée sous la forme d'une sorte de jérémiade biblique, avec parfois des accents apocalyptiques et un messianisme national à peine voilé.

La croissance d'un empire technique, manifestation la plus visible des enserrements de la modernité annoncés par Max Weber, a été davantage la cible explicite du courant conservateur. Le principe conservateur, actif dans l'histoire universitaire canadienne depuis toujours, et développé en réflexion philosophique dès l'ère victorienne, posait la question de la modernité dans les termes d'un dualisme rationalité-valeurs et de ce que Brian McKillop a appelé avec raison « a strong tradition of moral concerns ». Au Canada anglais, l'émergence des sciences sociales s'est donc faite sur fond d'un débat sur la place et rôle de la morale et des valeurs. Pas plus qu'au Québec, où le marxisme recyclait *mutatis mutandis*, comme l'a bien fait voir Jean-Marc Pottie, les thèmes catholiques de l'eschatologie, de la charité et de la communauté, la gauche canadienne-anglaise n'a été complètement déracinée de l'épistémologie qui traverse, sur deux siècles, l'histoire intellectuelle canadienne. Au Canada anglais, les sociologues critiques ont dénoncé la tentation de faire de la technique une fin en soi et de sacrifier au culte de la méthodologie, tout en affirmant la nécessité d'une « préoccupation humaniste pour la qualité de la vie humaine ». Les sciences sociales devaient être construites à partir d'un autre modèle que celui qui les faisait se transformer en instrument de la domination capitaliste et du désenchantement du monde. Cependant, plus ou moins directement, à travers la mise en procès d'une science purement positive, c'était encore et toujours le procès des États-Unis qui était institué, de leur instrumentalisation de la vie, de leur ravalement de l'humain au rang d'une pièce dans une vaste machinerie. Il en était de même au Québec, où la science américaine était immédiatement déclarée bourgeoise, instrumentale et négativement rationnelle.

Les sociologues critiques du Canada anglais ont porté une attention plus soutenue à la question de l'impérialisme, puisque celle-ci intéressait encore plus directement la lutte pour la libération nationale. Curieusement, quand on pense à un pays industrialisé comme le Canada, ce sont les théories de la décolonisation qui ont reçu la part belle de leur attention. Les travaux d'Andre Gunder Frank étaient particulièrement cités (lire, par exemple, *Latin America: Underdevelopment or Revolution*, 1969; *Sociology of Development and Underdevelopment of Sociology*, 1971). Mêlant sociologie tiers-mondiste, analyses marxistes et théories du développement, les sociologues canadiens-anglais des années 1960 et 1970 en sont arrivés à produire une réflexion originale (qu'on peut toutefois situer dans le sillage de la

théorie des produits de base de Harold Innis) à plusieurs points de vue. Cette réflexion a été baptisée « théorie de la dépendance » et a été pendant dix ans, de l'avis de Robert Brym, de loin le paradigme dominant de la sociologie canadienne.

La thèse centrale de la théorie de la dépendance est simple : les sociétés ne progressent pas en fonction des attributs moraux de leur population mais en fonction de la place qu'elles occupent et du rôle qu'elles jouent dans un système complexe de hiérarchies. Les sociétés sous-développées ne sont pas sous-développées parce que le temps n'a pas été assez long pour elles pour s'industrialiser complètement mais parce que le système capitaliste, à l'échelle mondiale, a besoin pour se reproduire de l'existence de sociétés dominées, tout comme il a besoin, à l'échelle nationale, de prolétaires pour servir de main-d'œuvre aux entreprises exploitées par la classe bourgeoise. Le tiers-monde, dans une telle perspective, c'est tout simplement le prolétariat des pays du Nord. Pour se développer et progresser, les premiers n'ont pas besoin du secours des seconds ; ils doivent au contraire briser leur intégration à un système-monde qui divise par nature l'espace géographique (et donc politique, social et économique) en une série de centres et de périphéries.

Cette thèse, les sociologues du Canada anglais l'appliquaient au Canada dans sa relation aux États-Unis, mais sans aller jusqu'à faire des Canadiens une classe-ethnie. Ils refusaient de comprendre le problème canadien dans sa dimension nationale alors même que leur réflexion les conduisait à l'affirmation de celle-ci. « A lot of us, (écrit, sans ironie aucune, un observateur de cette période après avoir souligné la nécessité de continuer le procès de nationalisation de la sociologie canadienne), including myself, thought that if class and gender issues were adequately addressed the need for the emotions/debates around nationalism (in Quebec or the rest of Canada) would evaporate. [...] How wrong were we! »¹¹. Et combien aveugles étaient-ils aussi ! C'était là une erreur que ne pouvaient commettre les sociologues du Québec francophone, eux dont l'ensemble des réflexions semblent avoir été taillées pour résoudre les liens entre question sociale et question nationale, prolétariat et nation, et, par ricochet, praxis et idéologie. Ils ne pouvaient croire, comme plusieurs sociologues canadiens-anglais, que l'affirmation nationale face aux États-Unis n'avait aucune incidence sur le contenu de la nation canadienne. Ils commettront toutefois une erreur du même ordre en supposant qu'il était possible de parler de la nation québécoise, en y incluant, comme par magie, dira Fernand Dumont, tous ceux qui ne s'y reconnaissent pas, dans une même défense de la classe prolétaire. Il était certes possible alors, comme il est possible aujourd'hui, de parler de nation québécoise et de nation canadienne, comme il était possible alors de parler de classe ouvrière québécoise ou de classe ouvrière canadienne, mais il était tendancieux, sinon

carrément faux, de substituer, comme voulurent le faire les sociologues canadiens-anglais, la classe ouvrière canadienne à la nation canadienne, ou, comme voulurent le faire les sociologues québécois, la nation québécoise à la classe ouvrière québécoise.

Ce faisant, trop souvent, les uns et les autres escamotèrent les problèmes réels que posait une trop rapide identification. Toute la démonstration, au demeurant fort savante, proposée par Gilles Bourque dans les pages de *L'État capitaliste et la question nationale* ne résout pas l'aporie fondamentale sur laquelle repose son précédent ouvrage, *Classes sociales et question nationale au Québec (1760-1840)*: Non seulement est-il impossible, tel que Bourque s'en est progressivement rendu compte, de « produire une définition exclusivement "classiste" de la nation » en supposant que la nation était l'expression d'une forme unilatérale d'une structure de classe, mais même l'idée que la nation serait une « forme spécifique des rapports de classes » était hasardeuse, puisque cela tendait à nier son degré d'autonomie et la possibilité, pour les classes, d'être à leur tour des « dimensions spécifiques des rapports nationaux ». En d'autres termes, dans la perspective de la théorie marxiste la seule possibilité de conciliation de la question sociale et de la question nationale était une alliance tactique — alliance par ailleurs contre-nature, dans la mesure où l'un des partenaires de cette alliance joue à qui perd gagne à l'avènement de l'indépendance: soit la petite bourgeoisie, l'idéal de la nation; soit le prolétariat, l'idéal du socialisme.

Mais au Québec, dans les années 1960 et 1970, le nombre effarant de discussions sur le sujet n'empêchait pas, mais contribuait plutôt au flou qui entourait cette conclusion logique, alors même que l'on cherchait désespérément, par quelque *deus ex machina*, un possible dépassement. On préférait appuyer un « nationalisme progressiste » par lequel serait réalisée « la lutte de libération nationale par les forces qui défendent les intérêts réels du prolétariat ». « Toute les révolutions socialistes se sont faites dans et par des luttes nationales [...]. Le Québec n'échappe pas à cette réalité [...]. »¹². Très bien, mais si la nation québécoise incluait la bourgeoisie, comment celle-ci allait-elle s'armer pour la révolution socialiste? Et si les classes ouvrières étaient invitées à fêter le grand soir de la dictature du prolétariat, comment ensuite allait-elle réhabiliter le concept de nation? La solution qui consistait à faire des Québécois une classe-ethnie ne laissait dupe personne, même pas ceux qui s'imaginaient, avec une bonne dose de naïveté, que « les appareils politiques provinciaux permettent de reconnaître facilement la nation québécoise »¹³.

Sans assimiler le Canada au Congo, ce dont ne s'étaient pas privés certains praticiens des sciences sociales francophones parlant du Québec, les théoriciens de la dépendance canadiens-anglais mettaient au jour la domination

que faisaient peser sur l'économie canadienne les grandes entreprises américaines. Le Canada affichait tous les signes d'une société dépendante, une réalité que tendait à voiler le haut niveau de vie dont jouissaient ses habitants. Dans le secteur manufacturier, par exemple, le niveau de contrôle par des capitaux étrangers était un des plus élevés au monde, atteignant en 1973 la proportion effarante de 56%. Il va sans dire que ce contrôle était exercé presque exclusivement par les multinationales américaines via des investissements directs et indirects. Les profits (sous la forme de dividendes, intérêts, frais d'administration, etc.) générés par ces investissements ne restaient pas au pays, mais suivaient les canaux de circulation du capital jusqu'aux grands centres financiers des États-Unis. Cet argent n'était plus disponible ensuite pour servir à la création d'emplois et au renouvellement technologique des entreprises.

La forme même de l'investissement initial au Canada marginalisait l'économie nationale : les entreprises sous contrôle américain étaient concentrées dans l'exploitation des ressources premières et la production de biens pour le marché local. On vidait les ressources naturelles utiles au développement du pays au même moment où l'on siphonnait, par l'importation d'une proportion toujours plus grande de biens manufacturés par rapport à l'exportation (11 milliards de dollars de plus en 1977 ; 21 milliards de dollars de plus en 1981), l'argent nécessaire à son industrialisation. Pour les sociologues critiques, cette situation n'était pas nouvelle. Depuis le XIX^e siècle, le Canada aurait été caractérisé par la domination de la classe des marchands, qui aurait servi d'intermédiaire entre les producteurs locaux et les industriels étrangers, anglais d'abord, puis américains, et ralenti, par intérêts de classe, le développement de l'industrie canadienne. L'après-guerre aurait simplement modifié les termes de cette équation sans en changer la nature. La classe des marchands auraient décliné, non pas en raison de l'accession du Canada à la maturité économique, mais parce qu'un complexe système de succursales et de maisons-mères permettait désormais de conduire directement au Canada les opérations autrefois confiées aux agents locaux.

À partir de cette description de l'économie canadienne, Wallace Clement pouvait bâtir une typologie de la bourgeoisie canadienne : une élite indigène associée au capital canadien ; une élite comprador, dont le rôle était de gérer les entreprises sous contrôle étranger ; une élite parasite, propriétaire des secteurs dominants de l'économie canadienne grâce à ses investissements et ses succursales. Pour Clement, le parasitisme était ni plus ni moins « le *modus operandi* des corporations multinationales ». En gagnant l'appui de l'élite comprador, l'élite parasite pouvait lentement augmenter le contrôle qu'elle exerçait sur un pays sans y paraître, par une sorte d'*indirect rule* appliquée à l'économie.

Canadian financial capitalists at the beginning of this century had to choose an ally in moving Canada into an industrial era. They had the choice of the nascent Canadian industrialists, the counterpart of today's middle-range indigenous capitalists, or their powerful U.S. competitors, the counterpart of today's dominant comprador capitalists. Consistent with their philosophy of stable investments, they choose the latter. [...] The upshot is that the power of Canadians to make decisions about specific economic activities in Canada has regressed to state of underdevelopment [...].¹⁴

La thèse qui se dessinait derrière de telles déclarations, est celle selon laquelle le Canada était demeuré une colonie, passant de la tutelle de la Grande Bretagne à celle des États-Unis. Son parcours n'était pas si différent de celui du Québec. « Despite the selfless courage of a Walter Gordon or the vulgar opportunism of J. J. Green, the policy of the bourgeoisie throughout Canadian history has been remarkably consistent. It has been a policy of subordination to a metropole »¹⁵. Quand, après un siècle et demi de domination, l'Empire britannique s'était graduellement retiré du contrôle politique et économique de son Dominion, les États-Unis avaient pris le relais, et cela au moment même où se déroulait cette transition au Québec. Dans les années 1960 et 1970, aux yeux des sociologues critiques, le Canada était devenu un simple lieu d'exploitation ou d'assemblage, dépendant pour ses capitaux et ses technologies de son puissant voisin du sud. Cette satellisation conduisait à la vassalité économique. Le sort des Canadiens n'était pas si différent, à ce titre, si l'on en croit certains auteurs, des Noirs américains, bien que personne n'ait osé, à ma connaissance, parler des « Nègres WASP d'Amérique » !

À la défense de la survie culturelle du Canada français, la gauche canadienne-anglaise substituait en grande partie la survie politique de la nation canadienne : la colonisation économique du Canada conduisait à terme à la renonciation de l'indépendance politique. Pour les sociologues critiques, Ottawa était aux mains d'une élite comprador qui ne montrait aucune hésitation, dans son alliance avec l'élite parasite américaine, à saccager les moindres signes de l'autonomie nationale. « The Canadian state is now in the control of the dominant section of the ruling class in Canada — the U.S. corporations. The Canadian state furthers the interests of U.S. capitalists and by so doing contributes to Canada's further integration into the U.S. empire. This is leading to the disintegration of Canada »¹⁶. Le gouvernement canadien n'était plus souverain, il n'était pas maître de sa destinée, pas plus que ne l'était, pour les nationalistes québécois, le gouvernement provincial. La volonté de « libération nationale » exigeait par conséquent l'instauration d'un véritable État indépendant. « It is essential for Canadians to defend Canadian sovereignty and to assert their right to their

own independent state at the same time as they struggle against the policies of the capitalist state in Canada »¹⁷. N'était-ce pas là, exactement, la conclusion des marxistes québécois ?

Mais autant la sociologie critique canadienne-anglaise suit l'essor de sa consœur canadienne-française, autant les étapes qui scandent son développement sont semblables, autant l'essoufflement qu'elle connaît dans les années 1980 semble connaître des causes différentes, sinon contraires.

Au Québec, les années d'après-référendum correspondent à plus qu'un essoufflement du mouvement. D'une part, la gauche se trouvera incapable « d'intégrer les thèmes du nationalisme révolutionnaire dans la lutte anti-impérialiste et socialiste ». « La gauche se partagera selon l'une ou l'autre voie d'une alternative politique qui dissocie l'indépendance et le socialisme, sinon dans le discours, du moins dans la pratique »¹⁸. D'autre part, et de manière plus cruciale, pendant qu'une partie des forces de gauche investira, au niveau de la base, les organisations syndicales, autogestionnaires, coopératives ou communautaires dans le but de révolutionner par en bas la société, et s'engagera, au niveau réflexif, dans une radicalisation des théories et des doctrines, l'autre partie de la gauche appuiera le Parti québécois, endossant sa politique étapiste et son programme social-démocrate. Ces deux trajectoires allaient mener à l'impasse : à un moment où la condition canadienne-française s'améliorait comme jamais auparavant et où le discrédit était définitivement jeté sur les régimes communistes concrets, la radicalisation du mouvement et la crispation de sa propagande allaient déconnecter de plus en plus le marxisme de la situation québécoise concrète ; d'un autre côté, en liant la réalisation de l'indépendance et du socialisme au Parti québécois, la gauche allait se trouver déroutée quand vinrent la défaite du référendum et, dans les remous de la récession économique, les coupures au budget provincial et le triomphe du réalisme gestionnaire.

Au Canada anglais, ce n'est pas la défaite de la gauche, mais, en quelque sorte, sa victoire qui signifia, aussi paradoxale que la chose puisse paraître, sa déroute. Du côté de l'affirmation nationale, le Canada se donnait dans les années 1980 une identité et une idéologie qui semblait pouvoir assurer son indépendance politique. Le multiculturalisme et la Charte des droits de la personne permettaient de signifier sa différence avec les États-Unis. Les institutions de la social-démocratie semblaient elles aussi cimenter l'attachement au pays, le système national de santé devenant même un des symboles de l'identité canadienne. Loin de marquer la *fin du Canada*, le dernier quart du xx^e siècle consacrait — sous l'impulsion des politiques de Pierre Elliott Trudeau — l'achèvement du mouvement de *nation-building* amorcé depuis la Seconde Guerre mondiale. Du côté de la souveraineté économique, le Canada faisait des progrès qui rendaient caduques les prophéties de

malheur énoncées par les sociologues critiques. La dépendance de l'économie canadienne face aux entreprises états-uniennes avait constamment baissé des années 1970 aux années 1980. De plus, la somme des investissements canadiens à l'étranger avait monté en flèche, ce qui signifiait que le Canada était devenu un des « centres » de l'économie mondiale par rapport aux « périphéries » des pays en voie de développement. Enfin, plusieurs études révélaient que l'élite canadienne n'avait jamais été aussi dominée par le capital américain que les sociologues critiques l'avaient laissé entendre.

Il s'ensuivit un vent d'optimisme qui joua contre la sociologie critique : plutôt que de continuer les combats de jadis, on préféra les croire clos. Le Canada était devenu une nation indépendante politiquement et économiquement. Il ne restait plus qu'à la célébrer et à chercher ailleurs des lieux de critique radicale. La sociologie critique canadienne-anglaise put alors se dissoudre, en ce qui concerne sa critique de l'épistémologie positiviste, dans la sociologie féministe et, en ce qui concerne sa critique du rapport centre-périphérie, dans les *cultural studies*. Ou, pour le dire en d'autres termes, au Canada anglais, la sociologie féministe, et par sa dénonciation du caractère abstrait, empiriste et libéral des recherches en sciences sociales, et par son insistance sur les rapports de pouvoir économique et politique, peut être dite la fille de la théorie de la dépendance, et les « *cultural studies* », les héritières de la sociologie de la décolonisation. Fière de cette victoire, la gauche aura dès lors une belle carrière au Canada anglais, une carrière qu'elle poursuit encore aujourd'hui. C'était toutefois une victoire à la Pyrrhus : car en tournant contre toute théorie, même la théorie marxiste, les accusations que celle-ci portait contre la théorie libérale, et en abandonnant le procès de la société capitaliste comme système total pour s'attaquer aux jeux des micro-pouvoirs et des discriminations sans fin de minorités décomposées jusqu'au détail le plus insignifiant, la sociologie critique allait connaître une mode universitaire très grande et recueillir un quota des subventions gouvernementales toujours plus important au prix de sa pertinence générale. Elle devenait progressivement une pièce de la reproduction de la société canadienne. Mais n'était-ce pas, au fond, ce qu'elle avait toujours voulu ?

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Cet article a bénéficié du soutien du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et du Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture.
2. Maurice Lagueux, *Le Marxisme des années soixante*, Montréal, Hurtubise-HMH, 1982.
3. Michael Butler et David Shugarman, « Canadian Nationalism, Americanization and Scholarly Values », *Journal of Canadian Studies*, V, 3, août 1970, p. 12.

4. *Ibid.*, p. 26.
5. Lawrence F. Flet, « Nationalism and the Possibility of a Relevant Anglo-Canadian Sociology », *Canadian Journal of sociology*, I, 3, 1975, p. 377.
6. Rodney Crook, « Teaching and Learning Sociology », dans Dennis Forcese et Sephen Richer, *Issues in Canadian Society : An Introduction to Sociology*, Scarborough, Prentice-Hall, 1975, p. 497.
7. James Stolzman et Herbert Gamberg, « The National Question and Canadian Sociology », *Canadian Journal of sociology*, I, 1, 1975, p. 99.
8. John F. Hofley, « Canadianization: a Journey Completed? », dans William K. Carroll et al (dir.), *Fragile Truths. Twenty-Five Years of Sociology and Anthropology in Canada*, Ottawa, Carleton University Press, 1992, p. 112.
9. Dorval Brunelle et Céline Saint-Pierre, « Pour un socialisme scientifique québécois », *Socialisme* 69, III, 18, 1969, p. 3-6.
10. Michael Gurstein, « Towards the Nationalization of Canadian Sociology », *Journal of Canadian Studies*, VII, 3, août 1972, p. 50-58.
11. John R. Hofley, « Canadianization: a Journey Completed? », *op. cit.*, p. 112-113.
12. *Le Collectif*, « Les enjeux de notre lutte », *Chroniques*, I, 1, janvier 1975, p. 7.
13. Gilles Bourque, « La nation », *Les Cahiers du socialisme*, I, 1, 1978, p. 194.
14. Wallace Clement, *Continental Corporate Power. Economic Elite Linkages Between Canada and the United States*, Toronto, McClelland and Stewart, 1977, p. 293.
15. R. T. Naylor, « The Rise and Fall of the Third Commercial Empire of the St. Lawrence », dans Gary Teeple (dir.), *Capitalism and the National Question in Canada* Toronto, University of Toronto Press, 1972, p. 35.
16. John Hutcheson, « The Capitalist State in Canada », dans Robert Laxer, (*Canada*) Ltd. *The Political Economy of Dependency*, Toronto, McClelland et Stewart, 1973, p. 174.
17. *Ibid.*, p. 175.
18. Nicole Laurin-Frenette et Jean-François Léonard, « Par delà l'écran référendaire », dans: Nicole Laurin-Frenette et Jean-François Léonard (dir.), *L'Impasse. Enjeux et perspectives de l'après-référendum*, Montréal, Éditions Nouvelle Optique, 1980, p. 17.